

Le chômage chez les étudiants a atteint un taux record en juillet

# Les jeunes, premières victimes de la crise

TORONTO — L'été a été ardu pour les jeunes Canadiens à la recherche d'emploi. Et le mois de juillet a été sans précédent en ce qui à

trait au taux de chômage chez les étudiants. Il s'est élevé à 20,9 %, un record, selon ce qu'a rapporté Statistique Canada, vendredi.

Un taux aussi élevé en juillet n'avait jamais été enregistré depuis que le gouvernement fédéral a commencé à compiler

les statistiques en 1977. C'est une hausse de 7,1 % par rapport à la période correspondante en 2008. La Fédération étudiante uni-

versitaire du Québec (FEUQ) a qualifié ces récentes données d'«alarmantes». Elle a soutenu, vendredi, par voie de communiqué, que «ce taux de chômage n'augure rien de bon pour l'endettement étudiant». Le président de la FEUQ, Jean Grégoire, a fait valoir que l'été est une «période critique» pour les étudiants, alors qu'ils tentent d'amasser leur argent pour être en mesure de régler leurs frais de scolarité et combler leurs autres besoins durant l'année scolaire.

La FEUQ a appelé au retour du gel des frais de scolarité à une bonification substantielle de l'aide financière.

Toujours selon Statistique Canada, le taux de chômage pour l'ensemble de la population canadienne est resté inchangé en juillet, à 8,6 %. Toutefois, quelque 44 500 emplois ont été perdus, beaucoup plus qu'anticipé.

L'économiste Douglas Porter, de BMO Marchés des capitaux, a souligné au *Toronto Star* samedi, que «les étoiles auraient difficilement pu être moins bien alignées» pour le marché de l'emploi cet été, considérant la valeur du dollar canadien, la météo et le ralentissement économique.

Le vice-président d'un centre d'emploi pour la jeunesse à Toronto, John-Frederick Cameron, a indiqué au *Toronto Star* avoir vu le nombre de jeunes à la recherche d'un travail presque doubler au cours de la dernière année.

LA PRESSE CANADIENNE

# Ça n'arrive qu'aux autres...

CHRONIQUE

## CAROLINE BARRIÈRE

cbarriere@ledroit.com



Depuis le mois d'avril, je ne sais pas combien de textes j'ai lus ou de coups de fil j'ai passés au sujet de la grippe A H1N1. Les points de presse des organismes de santé publique et les mises à jour provinciales sont alors devenus, au fil des semaines, des formalités auxquelles les journalistes devaient se plier afin de remplir leur devoir en informant les gens.

«Est-ce qu'il y a des nouveaux cas aujourd'hui? Que peut-on savoir au sujet des personnes qui ont contracté le virus. Avaient-elles voyagé au Mexique? Ont-elles été hospitalisées? Quel est le bilan? Sommes-nous prêts à faire face à une pandémie? Y aura-t-il suffisamment de vaccins pour tout le monde? Que devons nous faire au sujet des écoles, des garderies et des camps de vacances?» Il s'agissait alors des questions de routine que nous répétions sans cesse à nos interlocuteurs.

Puis la grippe porcine est devenue la grippe A H1N1 et

tout le monde s'est dit qu'il fallait apprendre à vivre avec ce nouveau virus. Il ne s'agissait pas d'un simple visiteur qui retournerait tranquillement d'où il venait quand il aurait fini de contaminer les personnes les plus à risque.

Et il y a eu les vacances, les kilomètres d'autoroute, les amis et la famille qu'on retrouve avec bonheur. Je ne sais pas combien de fois j'ai expliqué qu'il ne fallait pas trop s'inquiéter et qu'il suffisait de faire le plus possible attention. Je me croyais tellement au-dessus de tout ça, moi la journaliste devenue une sorte d'experte de la grippe aux yeux de mes proches.

Tout ceci était vrai jusqu'à ce que je me lève un beau matin. Ce jour-là, je n'étais pas dans mon assiette: mal de tête, frissons, douleurs musculaires... Puisque je ne suis pas hypochondriaque, j'ai mis ces petits bobos sur le compte du retour au travail prévu le lendemain.

Quelle erreur! La réalité



ASSOCIATED PRESS

**Sasha Chung, une infirmière travaillant à San Francisco, porte un masque, hier, lors d'une manifestation visant à demander une meilleure protection du personnel infirmier en milieu hospitalier. De son côté, un acteur britannique qui apparaît dans une publicité en Grande-Bretagne expliquant aux gens comment éviter d'attraper la grippe porcine a admis hier qu'il avait lui-même été contaminé par le virus A (H1N1). «J'étais censé l'attraper. Le mettre à la poubelle. Le tuer», a déclaré David McCusker, 30 ans, en référence au slogan de la publicité. Comme quoi... ça n'arrive pas qu'aux autres!**

me rattrape. Je suis clouée au lit avec un thermomètre qui indique 39 degrés C. J'ai mal partout. Je vais mourir de faiblesse. On dirait que ma tête va exploser et j'ai de la difficulté à respirer. Non, non, non. Moi,

je ne peux pas avoir la grippe. C'est totalement ri-di-cu-le. Je suis en parfaite santé et je ne connais personne qui souffre de la H1N1. De plus, tout le monde autour de moi se porte bien. Pour tenter de déjouer le destin,

je trouve même la force de me traîner jusqu'à l'ordinateur pour vérifier les sites Internet que j'ai déjà consultés des dizaines de fois dans le passé.

**Un appel... à reculons**

Alors, même si je suis l'«experte» des questions portant sur la grippe, j'appelle Info-santé... à reculons. Il pourrait aussi bien s'agir d'une sinusite ou d'une allergie à l'herbe à poux même si je suis une «bonne candidate» à la grippe H1N1 indique l'infirmière à l'autre bout du fil. Je suis en état de choc.

C'est tout de même gênant d'appeler son patron le jour prévu de son retour au travail pour lui dire que la journaliste à la santé a de bonnes raisons de croire qu'elle a attrapé la grippe. Quelle honte! N'importe qui mais pas moi.

Au bout de trois-quatre jours, j'émerge de sous les couvertures. Je me sens beaucoup mieux. Et comme je n'ai pas eu besoin de voir le médecin puisque mon état s'est rapidement amélioré, je ne saurai jamais si j'ai eu la H1N1, la grippe saisonnière ou un autre virus non identifié.

Une chose est certaine, je n'ai pas eu envie de contaminer mes semblables. C'est pourquoi j'ai décidé de travailler de la maison. Je ne ferai pas partie des statistiques, mais je promets de ne plus me croire au-dessus de tout ça.

Déclaration de l'université sur un cas d'agression sexuelle

# La rétractation de Carleton est exigée



CATHERINE  
LAMONTAGNE  
clamontagne@edroit.com

Les associations et les fédérations étudiantes de l'Université Carleton et l'Université d'Ottawa sont choquées des récentes déclarations de l'Université Carleton sur un cas d'agression sexuelle sur le campus et demandent à l'administration universitaire de se rétracter publiquement.

À la suite de la poursuite judiciaire d'une jeune femme de 25 ans connue sous le nom fictif de Jane Doe, l'Université Carleton a déclaré dans les médias, hier, que la victime avait fait preuve de négligence le soir du 31 août 2007 où elle a été agressée sexuellement. Selon les autorités universitaires, la jeune femme n'a pas averti les agents de sécurité qu'elle travaillait dans un laboratoire tard le soir et elle aurait elle-même refusé de verrouiller la porte du local, toujours selon l'Université Carleton.

## « Embarrassant »

« Je trouve embarrassant et déplorable de voir qu'une université met le blâme sur la victime et contribue ainsi à renforcer le stéréotype selon lequel une agression sexuelle sur une femme est la faute de celle-ci », déplore Kimalee Phillip, présidente de l'Association des étudiants diplômés de l'Université Carleton.

Jane Doe demande 535 000 \$ à l'Université Carleton pour les dommages physiques, psychologiques et monétaires qu'elle a subis. Elle affirme que les mesures de sécurité au sein de l'établissement scolaire sont insuffisantes notamment dans les laboratoires où il n'y a pas de dispositif de carte à puce pour ouvrir les portes ni de caméra de surveillance.

« Il est inacceptable de la part d'une université de dire que la victime n'a pas été prudente. On

se croirait dans les années 1950 où l'on disait aux femmes de ne pas mettre de minijupe », indique Julie Séguin, vice-président aux communications à la Fédération des étudiants de l'Université d'Ottawa (FÉUO).

Depuis les événements d'août

2007, les étudiantes de l'Université Carleton militent pour qu'un centre d'aide pour les victimes d'agression sexuelle — déjà présent à l'Université d'Ottawa — soit mis en place au sein de l'établissement scolaire. La direction n'a toujours pas répondu aux

recommandations de l'association étudiante en ce sens.

« Un centre d'aide pour les victimes d'agression sexuelle représente un endroit sécuritaire pour les étudiants et un endroit où ils peuvent s'exprimer en toute liberté. S'il n'y a pas un tel ser-

vice dans une université, cela prouve que la direction a encore beaucoup à faire face au problème de la violence faite aux femmes », estime M<sup>me</sup> Séguin.

Les étudiants de l'Université Carleton tiendront une manifestation la semaine prochaine.

TROUVEZ LES SOINS DE SANTÉ NÉCESSAIRES AVANT D'EN AVOIR BESOIN

cyberpresse.ca

Publié le 10 août 2009 à 09h51 | Mis à jour le 10 août 2009 à 09h57

## Le Tamiflu ne devrait pas être prescrit aux enfants



Des capsules de Tamiflu.  
Photo: AFP

Agence France-Presse  
Paris

Les médicaments anti-grippe comme le Tamiflu ne devraient pas être prescrit aux enfants, les effets indésirables l'emportant sur les bénéfices, selon des médecins britanniques.

Les auteurs d'une étude publiée en ligne lundi par le *British Medical Journal* (BMJ) appellent le département de la santé britannique à reconsidérer de façon urgente leur politique actuelle dans le cadre de la pandémie due nouveau virus A (H1N1). Selon le Dr Carl Henegan, médecin généraliste et expert du John Radcliffe Hospital à Oxford (Royaume-Uni), l'un des auteurs de cette étude, la politique actuelle de donner du Tamiflu pour une maladie relativement bénigne est une «stratégie inappropriée».

Les effets néfastes d'une prescription systématique - telle qu'elle est pratiquée en ce moment en Angleterre - l'emportent sur les bienfaits d'une réduction d'un jour et demi de la durée des symptômes, d'après lui.

Le Tamiflu peut être obtenu facilement sans ordonnance dans ce pays.

L'étude, qui repose sur l'analyse de données disponibles issues d'essais comparatifs des inhibiteurs de la neuraminidase chez les enfants, souligne que le Tamiflu peut causer des vomissements chez certains enfants, pouvant conduire à une déshydratation et des complications.

Selon l'étude encore, le médicament a peu ou pas d'effets sur les crises d'asthmes ou l'exacerbation de ses symptômes, sur l'augmentation des otites et le besoin de recourir aux antibiotiques chez les enfants.

La publication de l'étude intervient un peu plus d'une semaine après que d'autres recherches ont souligné que les enfants ayant reçu préventivement du Tamiflu ont eu des effets secondaires incluant nausées et cauchemars.

Ainsi l'agence sanitaire britannique, la Health Protection Agency (HPA), rapportait que plus de la moitié des 248 jeunes élèves qui avaient eu de Tamiflu, après qu'un de leurs camarades eut contracté la «grippe porcine», ont souffert d'effets secondaires tels nausées, insomnies et cauchemars.

«D'après l'OMS, 50% des patients touchés par la grippe (saisonnnière ou porcine) ont des symptômes de nausée ou de troubles de la digestion provoqués par la maladie», a indiqué à l'AFP une porte-parole du groupe pharmaceutique suisse Roche.

«Des études cliniques auprès d'enfants traités par Tamiflu ont démontré des effets secondaires comme la nausée, mais ceux-ci sont modérés et il est très rare qu'il faille interrompre pour cette raison un traitement avec le Tamiflu», a-t-elle ajouté.

Le Tamiflu peut être prescrit à partir de l'âge de 1 an dans son dosage pédiatrique de 30 mg ou 45 mg en fonction du poids de l'enfant, les capsules de 75 mg étant réservées aux adultes à partir de 18 ans, selon la porte-parole.

---

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

# University failed her

THE OTTAWA CITIZEN AUGUST 11, 2009

Re: Carleton accused of 'victim blaming', Aug. 8.

It is despicable that an institution like Carleton University actually has the nerve to blame a brutal sexual assault, that took place in one of its buildings, on the victim.

At the time, Carleton did not have proper security measures in place. As a result, a young woman was brutally attacked.

Whether the perpetrator was a stranger to the university or not is irrelevant, the assault happened in a building that should have been locked and closely monitored by campus security. Because Carleton failed to ensure the safety of its students, a young woman has been changed physically and psychologically forever.

It's preposterous that Carleton is actually blaming this girl for bringing it on herself, so to speak, for working late at night in a deserted building.

I find it very hard to believe that Carleton officials are not aware that most students, at some point during their scholastic career, are forced to work late or pull an all-nighter to ensure their assignments are completed on time.

It is the responsibility of the university, not the students, to have security measures in place to ensure the safety of everyone on campus, and especially women. This girl trusted Carleton, to ensure her safety on campus and the institution failed her. Therefore it should pay. The institution also owes her, and every other woman on your campus, a very big apology.

Kimberly Davison, Ottawa

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

# Carleton, show some decency for the victim

THE OTTAWA CITIZEN AUGUST 11, 2009

Re: Student didn't do enough to prevent brutal sex attack: Carleton, Aug. 7.

I simply cannot understand how a supposedly progressive university would resort to blame-the-victim tactics in such a horrific and sensitive case. It feels like we have suddenly returned to the sexist 1960s, when women were blamed for being raped.

The Citizen article quotes the Carleton University's claim it is in "full conformity" with its legal obligations to create a safe environment. Then why did the university spend \$1.6 million upgrading security measures after this brutal assault?

The university also states that the damages the victim is seeking are "excessive, exaggerated, remote and unforeseeable."

But to any reasonable person, the amount of \$535,000 is piddling given the extent of her injuries, her psychological trauma, and the resulting long-term negative impact on her life.

The damage to Carleton's reputation and the fallout from its actions will cost it considerably more than \$535,000. Let's ask Carleton to show some decency and settle with this woman immediately.

Joyce Arthur, Vancouver

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Autos Careers Classifieds Homes



BUSINESS  
DELL  
Rollover for legal

VOSTRI  
with Intel® C  
STARTING AT  
**\$749**  
Offer ends: 08/

## Parents could replace teachers in swine flu outbreak

By DONNA CASEY, SUN MEDIA

Last Updated: 11th August 2009, 7:20am

### Goodbye Teacher, hello Mom?

That's the possibility one Ottawa school board is considering — bringing parents in the classroom to replace teachers who fall ill this fall during an H1N1 outbreak.

With classes set to begin again later this month, school board officials are preparing for the anticipated second wave of swine flu to hit schools this fall.

The French public school board of Eastern Ontario is eyeing a seldom-used regulation in the province's education act if a H1N1 outbreak leaves administrators scrambling to keep schools staffed.

The board's first plan is to find supply teachers to replace teachers who become infected with the virus, said Francois Benoit, director of education at the French public school board of Eastern Ontario.

However, Benoit said the board is already looking at "plan C" — the scenario if staff at five or six schools are infected with H1N1.

"Plan C would be non-qualified personnel," said Benoit, adding the French public board would hire available parents who already volunteer at the school.

"Most principals know the parents and would use parents who've had security checks from the police," said Benoit of the board's 11,000 students in 35 schools located from Pembroke to Cornwall.

However, the head of the union representing Ontario's English high school teachers says putting unqualified people in teaching positions doesn't help students.

"It's something we would certainly frown up as professionals," said Ken Coran, president of the Ontario Secondary School Teachers Federation.

"The curriculum is extremely demanding and unless you have a firm knowledge of the course material, you would not be providing the resources the students need," said Coran, adding shutting schools temporarily would be a better option than bringing in unqualified instructors.

While regulation 298 of Ontario's Education Act gives school boards the power to appoint a non-qualified person to teach for up to 10 days in the case of an emergency, a Ministry of Education spokeswoman said school administrators must first exhaust their supply-teacher pool.

"Schools have make every effort to have someone who is a member of the Ontario College of Teachers. It's non-negotiable," said Patricia MacNeil, spokeswoman for the Ministry of Education.

However, the head of one school council said parents would likely accept having other parents at the head of a classroom for a week or two to avoid major delays in the school year.

"In the elementary level, it's not as severe ... it's going to be babysitting practically," said Genevieve Folliet, president of the school council at Franco-Ouest, a Catholic high school in Bells Corners.

donna.casey@sunmedia.ca

Copyright © 2009 Ottawa Sun All Rights Reserved